

PROPOSITION  
DE LOI

adoptée

le 19 décembre 1987

N° 58

**S É N A T**

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1987-1988

---

---

## PROPOSITION DE LOI

*tendant à réprimer la provocation au suicide.*

**(Texte définitif.)**

*Le Sénat a adopté sans modification, en deuxième lecture, la proposition de loi modifiée par l'Assemblée nationale, en première lecture, dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**

**Sénat :** 1<sup>re</sup> lecture : **339, 359** et T.A. **134** (1982-1983).

2<sup>e</sup> lecture : **165** et **172** (1987-1988).

**Assemblée nationale** (7<sup>e</sup> législ.) : 1<sup>re</sup> lecture : **1570**.

(8<sup>e</sup> législ.) : **92, 723, 999** et T.A. **205**.

Article unique.

Il est inséré, après l'article 318 du code pénal, les articles 318-1 et 318-2 ainsi rédigés :

« *Art. 318-1.* — La provocation au suicide tenté ou consommé par autrui sera punie d'un emprisonnement de deux mois à trois ans et d'une amende de 6 000 F à 200 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement.

« La peine d'emprisonnement sera portée à cinq ans si le délit a été commis à l'égard d'un mineur de quinze ans.

« Les peines prévues au premier alinéa seront applicables à ceux qui auront fait de la propagande ou de la publicité, quel qu'en soit le mode, en faveur de produits, d'objets ou de méthodes préconisés comme moyens de se donner la mort.

« *Art. 318-2.* — Les dispositions de l'article 285 seront applicables aux délits prévus par l'article 318-1.

« Quand l'un de ces délits aura été commis par un moyen de communication audiovisuelle, le directeur ou, le cas échéant, le codirecteur de la publication sera poursuivi comme auteur principal si le message incriminé a fait l'objet d'une fixation préalable à la communication au public. A défaut, l'auteur, et à défaut de l'auteur, le producteur sera poursuivi comme auteur principal. Lorsque le directeur ou le codirecteur de la publication sera mis en cause, l'auteur sera poursuivi comme complice. Les dispositions du présent alinéa ne feront pas obstacle à l'application de l'article 60.

« Dans tous les cas, les documents écrits, visuels ou sonores ayant servi à réaliser l'infraction pourront être saisis et confisqués ; la juridiction pourra, en outre, ordonner la destruction, en tout ou en partie, de ces documents. ».

*Délibéré, en séance publique, à Paris, le 19 décembre 1987.*

*Le Président,*

*Signé : ALAIN POHER.*